Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2013)

Heft: 1994

Artikel: Une anthropologue chez les agents de notation : comment fonctionne le système d'évaluation des risques courus par les capitaux investis? Par consensus inavoué

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014090

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

salaires contrôlés doivent être abusifs -. Si l'on ajoute que les contrôles sont insuffisants, on comprend que les conditions pour imposer un contrat-type sont rarement réunies (DP 1993).

Dès lors le salaire minimum s'impose . Il éviterait que des entreprises puissent construire leur modèle d'affaire avec l'aide des budgets sociaux des collectivités locales (aide sociale, assurance chômage). Il contribuerait à éliminer du marché des entreprises qui ne peuvent fonctionner qu'en faisant appel à une main-d'oeuvre importée bon marché, un modèle de développement insoutenable à terme. Réorientée dans une persepctive socialement acceptable, la libre circulation aura alors quelque chance de trouver un soutien populaire lors des prochaines échéances référendaires.

Une anthropologue chez les agents de notation

Comment fonctionne le système d'évaluation des risques courus par les capitaux investis? Par consensus inavoué

Yvette Jaggi - 04 May 2013 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/23386

Sans elles, pas de financiarisation de l'économie mondiale. Avec elles, pas de garanties de stabilité des marchés ni de sécurité des placements.

Voilà qui surprend. Les grandes agences de notation n'ont-elles pas pour fonction de renseigner les investisseurs sur les risques courus par leur capital, en cas de placement auprès des grandes entreprises ainsi que des Etats et des collectivités territoriales qui font appel à des financements extérieurs?

Un triopôle bien sûr de son affaire

Or, le triopôle des agences américaines Standard & Poor's, Moody's et Fitch, ces sociétés qui dominent largement le marché mondial du *«risk ranking»*,, n'ont rien vu venir (DP 1935) des malheurs récents du capitalisme financier. Elles n'ont pressenti ni le scandale d'Enron, ni la crise des *«subprimes»*, encore moins l'effondrement du système bancaire dans le sillage de Lehman Brothers. Ces mêmes agences n'ont pas émis la moindre alerte au vu des opérations financières hasardeuses menées en Grèce ni des fissures apparues dans la zone euro.

Malgré tant de défauts manifestes, les grandes agences de notation sont fermement persuadées d'avoir fait tout juste, de la mise au point de leurs méthodes d'analyse à l'application de leurs critères d'évaluation des risques plus ou moins bien maîtrisés par les entreprises et les collectivités faisant appel au marché des capitaux. Ces agences se savent aussi indispensables que redoutées et difficilement attaquables.

Ainsi, Standard & Poor's (S&P) et Moody's viennent d'échapper à une procédure déclenchée en 2008-2009 contre elles par l'émirat d'Abu Dhabi et le comté américain de King à la suite de la crise des *«subprimes»*, au prix d'un arrangement extrajudiciaire qui aura coûté 77 millions de dollars à la seule S&P; laquelle affirme sans broncher que ce coûteux accord à l'amiable ne saurait être interprété comme l'aveu d'une quelconque culpabilité. Et S&P, toujours elle, compte bien se défendre avec succès contre la plainte déposée le 5 février dernier par le Ministère américain de la justice qui lui réclame pas moins de cinq milliards de dollars.

Non contentes d'éprouver un sentiment d'infaillibilité et d'impunité générales, les agences se sentent carrément irremplaçables. Elles ont donc

suivi sans surprise l'enterrement discret du projet de création d'une *«contre-agence»* européenne chargée d'évaluer les risques liés aux créances envers les Etats membres de l'Union et de leur appliquer un système de notation *ad hoc*. En revanche, elles n'avaient peut-être pas prévu de se retrouver soumises à une réglementation mise au point par la Commission et le Parlement de l'Union européenne, qui les oblige notamment à se faire enregistrer dans les différents Pays membres et à respecter un calendrier fixant les dates de publication de leurs notations. Mesures simples, mais efficaces pour encadrer les agences et prévenir les variations trop brusques des taux d'intérêt à payer sur les dettes publiques.

Un beau terrain pour anthropologue avertie

Comment fonctionnent les analystes des agences de notation qui ne cessent de perfectionner leurs méthodes de calcul du risque en entretenant l'illusion de l'éliminer? Comment réagissent les managers des entreprises et les responsables des finances publiques confrontés aux procédures d'évaluation auxquelles ils croient devoir se soumettre, au prix d'un double langage très souvent? C'est pour chercher la réponse à ce genre de questions que l'anthropologue Alexandra Oroussoff a effectué une impressionnante plongée dans l'univers du risque calculé, instrument de la dictature des marchés financiers. Sous le titre Triple A, elle rend compte de dizaines d'entretiens menés avant même la crise des *«subprimes»* de 2007 et fait une révélation de taille: à l'époque déjà, les plus lucides parmi les analystes et surtout parmi les managers avouaient *«off record»* que le capitalisme courait à la perte de sa substance. A force de titriser en chaîne les titres de créances, ces dernières ne correspondent plus à une contre-valeur. Jusque dans les années 1980, le risque était associé à la croissance possible. Avec la financiarisation de l'économie, le risque est assimilé à une perte certaine – un paradoxe à l'ère de l'innovation technologique triomphante et du capital-risque offert à tout va aux *«start-up»* privilégiées.

La production et ses valeurs réelles ont émigré en Asie; l'Europe se désindustrialise et suit l'Amérique du Nord sur la voie du tout financier où s'épanouissent les agences de notation. N'empêche que ces dernières cultivent une foi imperturbable en la neutralité des critères d'évaluation appliqués tous pays et secteurs confondus. Leurs analystes ne peuvent concevoir que leur façon d'orienter les investissements vers les lieux les plus sûrs est fortement connotée idéologiquement. Comme ils ne peuvent imaginer une économie autre que la leur, se montrant particulièrement allergiques à la fois aux risques du régime de la concurrence et à ceux d'une politique sociale et environnementale.

Du côté des entreprises et collectivités notées, les cadres sont soumis à une double pression: celle du risque minimisé contre toute raison et au-delà des aspirations des actionnaires eux-mêmes et celle d'un développement accéléré, synonyme de croissance interne à venir et donc de prise de risque préalable. La tension entre les différents objectifs et les stratégies distinctes qu'ils impliquent causent des dégâts psychologiques et personnels considérables. Pour éviter les conflits toujours coûteux, la direction délègue les relations avec les agences de notation à certains de ses collaborateurs, les autres ayant pour mission de gérer l'entreprise en vue de créer et non de détruire des valeurs. Le double langage se pratique couramment, au vu et au su des cadres supérieurs, des responsables financiers et des chefs de projet, pour qui cette forme de mensonge ressemble à une condition de survie et permet d'aller de l'avant.

Du côté des agences en revanche règne la défense inconditionnelle des méthodes du capitalisme financier, qui dirigent de fait le flux des investissements vers les entreprises et secteurs où le degré d'incertitude est réduit au minimum. Autant dire que les analystes vivent dans un constant déni de réalité, laquelle demeure bien éloignée de leur propre vision d'une rationalité universelle. Aussi longtemps qu'ils s'accrocheront à ce modèle, *«l'abandon d'une idée entraînera dans sa chute*

toutes les autres» (p 84), ce qu'ils ne peuvent envisager. Le divorce entre les agences et leurs clients est consommé, mais jamais avoué publiquement.

La fiction d'un consensus

Au contraire, les unes et les autres maintiennent la fiction d'un consensus qui révèle bien le rapport de codépendance (DP 1918) entre les entreprises classifiées et les agences de notation: les cadres financiers livrent les chiffres propres à minimiser les risques et à faire plaisir aux analystes qui continuent de croire dur comme fer à la validité de leurs calculs. Le mécanisme d'autoconfirmation et de renforcement mutuel fonctionne sans accroc, ce qui arrange aussi les tiers. Ainsi, les actionnaires et investisseurs peuvent se rassurer en lorgnant vers les bonnes notes et les managers, s'ils osent prendre leurs décisions en fonction de la rentabilité escomptée et de la situation de la concurrence, facteur de risque commercial volontiers éliminé dans la logique abstraite du capitalisme financier. Quant aux salariés, ils connaissent la réalité concrète et demeurent fidèles aux valeurs de production. La réalité leur donne raison, comme chez Novartis à Nyon-Prangins où 150 millions seront investis sur un site proclamé sans avenir il y a moins de deux ans encore.

Dans sa postface au Triple A d'Alexandra Oroussoff, Jonathan Friedmann met en évidence le paradoxe du *statu quo* apparent, mais aussi le danger d'une culture de la priorité mal placée et du mensonge convenu: *«une énorme quantité d'informations fausses circule sur les marchés et, par là même, menace de les déstabiliser»* (p.133).

C'est ainsi qu'à force de vouloir éliminer le risque, ce dernier se venge et resurgit au cœur du système.

Les effets secondaires de l'initiative du GSsA

La suppression de l'obligation de servir éloignerait l'armée du contrôle démocratique

Invité: Adrien Fontanellaz - 25 April 2013 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/23341

L'initiative *«Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire»* du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), validée par la Chancellerie fédérale au début de l'année 2012, est largement appuyée par le parti socialiste suisse.

A priori, cette prise de position ne mériterait même pas d'être discutée tant elle semble évidente. En effet, en forçant un peu le trait, le rejet par la gauche de tout ce qui a trait à la chose militaire fait partie de son ADN, et ce pour des raisons idéologiques, sociologiques et historiques bien réelles, et souvent indiscutables, si l'on se souvient de la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, par exemple. Pourtant, l'adoption de cette initiative par le peuple déboucherait sur une situation paradoxalement contradictoire avec certaines des valeurs fondamentales prônées par les partis de gauche.

Il faut souligner qu'un service militaire volontaire dissocié d'une obligation de servir générale, tel que proposé par l'initiative, correspondrait, même masqué par des euphémismes plus ou moins habiles, à une professionnalisation *de facto* de l'armée suisse. Cela va de pair avec un processus de privatisation de la force armée, comme la généralisation de ce modèle dans le monde occidental durant les dernières décennies permet de l'observer.

En effet, la professionnalisation d'une armée engendre inévitablement, principalement pour des raisons de coût, un recentrage vers son cœur de métier; l'entraînement aux